

De door u voorgenomen werken of handelingen kunnen — kunnen niet — in aanmerking komen voor goedkeuring, rekening houdend met onderstaande opmerkingen :

- 1° Advies van het Bestuur van de Ruimtelijke Ordening en de Stedebouw :  
2° Advies van het gemeentebestuur :

Te .....

Vanwege het College :

De secretaris,

De burgemeester,

Opmerkingen :

1° Door dit attest is men niet ontheven van het aanvragen en verkrijgen van de bouwvergunning voor het uitvoeren van werken of verrichten van handelingen, als bedoeld in artikel 41 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, of van de verkavelingsvergunning voorgeschreven bij artikel 53 van hetzelfde Wetboek.

Met dit attest wordt in genedele vooruitgelopen op de beslissingen van de administratie ten aanzien van de vergunningsaanvragen.

Sommige van die aanvragen moeten openbaar worden gemaakt of aan een openbaar onderzoek worden onderworpen zoals bepaald in voornoemd Wetboek.

2° Dit attest is maar één jaar geldig, te rekenen van de afgifte ervan.

3° De bovenstaande adviezen worden louter ter inlichting gegeven. Ze gelden zolang de voorschriften inzake ruimtelijke ordening niet worden gewijzigd. De voorschriften van goedgekeurde ruimtelijke plannen of toegestane verkavelingen alsook van rooiplannen of gemeenteverordeningen, zijn maar geldig voor zover de verordenende bepalingen waaruit ze voortvloeien, hun bindende kracht behouden.

F. 86 — 1923

20 NOVEMBRE 1986. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon  
relatif à l'octroi aux agriculteurs et horticulteurs d'une prime complémentaire de première installation

L'Exécutif Régional Wallon,

Vue la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1<sup>er</sup>, § 3, et l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, et,

Vu l'arrêté royal du 3 mars 1986 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région Wallonne;

Arrêté :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique aux personnes physiques ou morales qui s'installent en tant qu'agriculteur ou horticulteur à titre principal.

§ 2. Est considéré comme exerçant à titre principal une activité agricole ou horticole :

1° la personne physique qui s'adonne à la production agricole ou horticole, y consacre plus de 50 p.c. de la durée totale de son travail et en retire un revenu égal ou supérieur à 50 p.c. de son revenu global imposable;

2° la personne morale qui a pour objet social, selon ses statuts, la production agricole ou horticole en ce compris, le cas échéant, la commercialisation des produits provenant de cette exploitation et qui est constituée : soit sous la forme d'une société agricole régie par la loi du 12 juillet 1979 créant la société agricole;

soit sous une des formes prévues au Code de commerce, Livre 1<sup>er</sup>, Titre IX, section première, article 2.

La société qui a adopté une des formes prévues par le Code de commerce doit en outre satisfaire aux conditions suivantes :

a) elle doit être constituée pour vingt ans au moins;

b) les actions ou parts représentatives de son capital doivent être nominatives;

c) ces actions ou parts doivent appartenir à concurrence d'au moins 51 p.c. aux administrateurs ou gérants de ladite société;

d) les administrateurs ou gérants doivent consacrer au moins 50 p.c. de la durée totale de leur travail à la société et en retirer au moins 50 p.c. de leur revenu global imposable.

§ 3. Une personne physique ou morale s'installe, au sens du présent arrêté, quand elle reprend une exploitation ou une partie d'exploitation pour y exercer à titre principal une activité agricole ou horticole qu'elle n'exerçait pas auparavant ou n'exerçait qu'à titre accessoire.

La reprise entre époux n'est pas considérée comme une installation.

La reprise doit être établie par un acte authentique ou sous seing privé.

**Art. 2** Dans la limite des crédits budgétaires prévus à cette fin, le Ministre, Membre de l'Exécutif Régional Wallon qui a l'agriculture dans ses attributions, peut accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté, une prime de 100 000 F aux personnes physique ou morale, qui s'installent comme agriculteur ou horticulteur à titre principal.

Le nombre de primes qui peuvent être octroyées est limité à 460 par an.

**Art. 3.** Le montant de la prime est majoré de 20 000 F pour les reprises d'exploitations situées en régions agricoles défavorisées au sens de la directive 75/269 du 28 avril 1975 du Conseil des Communautés européennes.

**Art. 4.** Pour bénéficier de la prime, la personne physique ou morale doit avoir son siège d'exploitation dans la Région wallonne et avoir commencé son activité après le 31 décembre 1985.

Art. 5 Une personne physique ne peut bénéficier de la prime que si elle n'a pas atteint l'âge de quarante ans au moment du dépôt de la demande.

Art. 6. Une personne morale ne peut bénéficier de la prime qui si ses administrateurs ou gérants n'ont pas atteint l'âge de quarante ans au moment du dépôt de la demande.

Art. 7. La demande de prime doit être introduite auprès de l'Administration de la Région Wallonne au moyen du formulaire dont le modèle est arrêté par le Ministre et qui est délivré par l'Administration.

Elle doit, sous peine de nullité, être envoyée par lettre recommandée dans les douze mois de la date du début d'activité. Le demandeur dont l'activité a débuté après le 31 décembre 1985 mais avant la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* dispose cependant d'un délai qui ne peut être inférieur à six mois à dater de cette publication pour introduire sa demande.

Art. 8. La date de début d'activité est celle qui est précisée par la personne physique ou par les administrateurs ou gérants de la personne morale lors de la première inscription comme indépendant dans le secteur agricole ou horticole auprès d'une caisse d'assurances sociales.

Art. 9. La demande doit être accompagnée des documents suivants :

— un acte de naissance et un extrait du registre de la population de la personne physique ou des administrateurs ou gérants de la personne morale;

— une attestation de la caisse d'assurances sociales à laquelle la personne physique ou les administrateurs ou gérants de la personne morale se sont inscrits avec mention de :

l'identité de la personne;

la date de début d'activité dans le secteur agricole ou horticole;

— une copie des statuts de la personne morale;

— une copie de la convention de reprise.

Toutefois, le Ministre peut, en outre, exiger la production de documents complémentaires, que l'examen du dossier requiert.

Art. 10. La prime est liquidée à partir du treizième mois qui suit la date de son introduction.

Art. 11. Lorsque le demandeur qui a reçu une prime est tenu de la rembourser en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, le recouvrement de cette prime est assuré par les services compétents de l'Administration de la Région Wallonne, assistés d'un comptable aux recouvrements.

Art. 12. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 novembre 1986.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Environnement et l'Agriculture,

D. DUCARME

#### ÜBERSETZUNG

D. 86 — 1923

#### 20. NOVEMBER 1986. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive, durch den den Landwirten und Gärtnern eine Zusätzliche Prämie für die erste Niederlassung gewährt werden kann

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 1, § 3, und des Artikels 6, § 1, VI, Absatz 1, Punkt 4, Lit. e;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. März 1986 betreffend die Beihilfen für Investitionen und für die Niederlassung in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. § 1. Vorliegender Erlass findet Anwendung auf die natürlichen oder juristischen Personen, die sich als hauptberuflicher Landwirt oder Gärtner niederlassen.

§ 2. Folgende Person wird als hauptberuflicher Landwirt oder Gärtner betrachtet :

1° die natürliche Person, die sich der landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Erzeugung widmet, mehr als 50 % ihrer gesamten Arbeitszeit dafür aufwendet und daraus ein Einkommen bezieht, das 50 % ihres steuerpflichtigen Gesamteinkommens entspricht oder darüber liegt;

2° die juristische Person, die gemäss ihren Satzungen die landwirtschaftliche oder gartenbauliche Erzeugung und gegebenenfalls die Vermarktung der Erzeugnisse aus diesem Betrieb bezweckt und die folgende Rechtsform besitzt :

— entweder die Form einer landwirtschaftlichen Gesellschaft, die durch das Gesetz vom 12. Juli 1970 zur Schaffung der landwirtschaftlichen Gesellschaft geregelt ist;

— oder eine der Formen, die im Handelsgesetzbuch Buch 1, Titel IX, Abschnitt 1, Artikel 2 vorgesehen sind.

Die Gesellschaft, die eine der durch das Handelsgesetzbuch vorgesehenen Rechtsformen angenommen hat, muss ausserdem folgende Bedingungen erfüllen :

- a) für eine Dauer vom mindestens zwanzig Jahren gebildet sein;
- b) Die Aktien und Anteile, die ihr Kapital darstellen, müssen auf den Namen des Eigentümers eingetragen sein;
- c) Mindestens 51 % dieser Aktien oder Anteile müssen den Verwaltern bzw. Geschäftsführern der besagten Gesellschaft gehören;
- d) Die Verwalter bzw. Geschäftsführer der Gesellschaft müssen mindestens 50 % ihrer gesamten Arbeitszeit der Gesellschaft widmen und mindestens 50 % ihres steuerpflichtigen Gesamteinkommens daraus beziehen.

§ 3. Im Sinne dieses Erlasses lässt sich eine natürliche bzw. juristische Person nieder, wenn sie einen Betrieb oder einen Betriebsteil übernimmt, um dort eine landwirtschaftliche oder gartenbauliche Tätigkeit, die sie vorher nur nebenberuflich ausübte, hauptberuflich auszuüben.

Die Übernahme zwischen Ehepartnern wird nicht als Niederlassung betrachtet.

Die Übernahme wird durch ein öffentlich beurkundetes Schriftstück oder durch eine Privaturkunde festgestellt.

**Art. 2.** Im Rahmen der zu diesem Zweck vorgesehenen Haushaltsmittel kann der Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeiten die Landwirtschaft gehört, den natürlichen bzw. juristischen Personen, die sich als hauptberufliche Landwirte oder Gärtner niederlassen, eine Prämie von 100 000 F gewähren, und zwar unter den durch vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen.

Die Anzahl Prämien, die gewährt werden können, ist auf 460 pro Jahr begrenzt.

**Art. 3.** Der Betrag der Prämie wird um 20 000 F erhöht für die Übernahme von Betrieben die in den benachteiligten Gebieten gelegen sind im Sinne der Richtlinie 75/269 des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 28. April 1975.

**Art. 4.** Um die Prämie zu erhalten, muss die natürliche bzw. juristische Person ihren Betriebssitz in der Wallonischen Region haben und ihre Tätigkeit vor dem 31. Dezember 1985 begonnen haben.

**Art. 5.** Eine natürliche Person kann die Prämie erhalten, wenn sie zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags nicht das Alter von vierzig Jahren erreicht hat.

**Art. 6.** Eine juristische Person kann die Prämie erhalten, wenn ihre Verwalter bzw. Geschäftsführer zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags nicht das Alter von 40 Jahren erreicht haben.

**Art. 7.** Der Antrag auf Prämie wird bei der Verwaltung der Wallonischen Region anhand des Formulars gestellt, dessen Muster durch den Minister festgelegt wird und das von der Verwaltung ausgehändigt wird.

Die Beantragung muss per Einschreiben innerhalb zwölf Monaten nach Beginn der Tätigkeit erfolgen, sonst gilt sie als nichtig. Der Antragsteller, dessen Tätigkeit nach den 31. Dezember 1985 jedoch vor Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* begonnen hat, verfügt jedoch nach dieser Veröffentlichung über eine Frist, die nicht unter sechs Monaten liegen darf, um seinen Antrag zu stellen.

**Art. 8.** Der Tag des Beginns der Tätigkeit ist derjenige, den die natürliche Person oder die Verwalter bzw. Geschäftsführer der juristischen Person anlässlich der ersten Eintragung bei einer Sozialversicherungskasse als Selbständige im landwirtschaftlichen bzw. gartenbaulichen Bereich angeben.

**Art. 9.** Dem Antrag müssen folgende Dokumente beigelegt werden :

- eine Geburtsurkunde und einen Auszug aus dem Bevölkerungsregister für die natürliche Person oder die Verwalter bzw. Geschäftsführer der juristischen Person;
- eine Bescheinigung der Sozialversicherungskasse, bei der sich die natürliche Person oder die Verwalter bzw. Geschäftsführer der juristischen Person eingetragen haben mit Angabe :

der Personalien;

des Tages des Beginns der Tätigkeit im landwirtschaftlichen bzw. gartenbaulichen Bereich;

- eine Kopie der Satzungen der juristischen Person;

- eine Kopie des Vertrags über die Übernahme.

Der Minister kann jedoch ausserdem die Vorlage von zusätzlichen Dokumenten verlangen, die für die Bearbeitung der Akte erforderlich sind.

**Art. 10.** Die Prämie wird ab dem dreizehnten Monat nach dem Tag der Antragstellung ausgezahlt.

**Art. 11.** Wenn der Antragsteller eine Prämie erhalten hat und diese aufgrund von Artikel 3 des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle der Gewährung und der Verwendung der Zuschüsse zurückzahlen muss, wird die Rückforderung dieser Prämie durch die zuständigen Dienststellen der Verwaltung der Wallonischen Region mit Hilfe eines für Rückforderungen zuständigen Buchhalters gewährleistet.

**Art. 12.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 20. November 1986.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Umwelt und Landwirtschaft,

D. DUCARME

—  
VERTALING

N. 86 — 1923

20 NOVEMBER 1986. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
betreffende de toekenning van een bijkomende premie voor eerste installatie aan landbouwers en tuinbouwers

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1, § 3, en artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 4e, e;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 maart 1986 betreffende de steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Leefmilieu en van de Landbouw voor het Waalse Gewest,

Besluit :

**Artikel 1. § 1.** Dit besluit is van toepassing op de natuurlijke of rechtspersonen die zich als landbouwer of tuinbouwer in hoofdberoep vestigen.

**§ 2.** Wordt geacht een landbouw- of tuinbouwactiviteit in hoofdberoep uit te oefenen :

1° de natuurlijke persoon die een landbouw- of tuinbouwbedrijf uitbaat, er meer dan 50 pct. van zijn totale arbeidsduur besteedt en daaruit een inkomen gelijk aan of groter dan 50 pct. van zijn globaal belastbaar inkomen verwerft;

2° de rechtspersoon waarvan het maatschappelijk doel de landbouw- of tuinbouwproductie met inbegrip van, in voorkomend geval, de verhandeling van de op het bedrijf voortgebrachte produkten tot voorwerp heeft en die opgericht is :

— hetzij onder de vorm van een landbouwvennootschap bedoeld bij de wet van 12 juli 1979 tot instelling van de landbouwvennootschap;

— hetzij onder één van de in het Wetboek van koophandel, Boek 1, Titel IX, eerste afdeling, artikel 2 bedoelde vormen.

De vennootschap die één van de in het Wetboek van Koophandel bedoelde vormen heeft aangenomen moet daarenboven aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) ze moet voor een duur van ten minste twintig jaar opgericht zijn;

b) de aandelen of deelbewijzen die haar kapitaal vertegenwoordigen moeten op naam zijn;

c) die aandelen of deelbewijzen moeten voor ten minste 51 pct. toebehoren aan de bestuurders of zaakvoerders van die vennootschap;

d) de bestuurders of zaakvoerders moeten ten minste 50 pct. van hun totale arbeidsduur besteden aan de vennootschap en eruit ten minste 50 pct. van hun globaal belastbaar inkomen halen.

**§ 3.** Een natuurlijke of rechtspersoon vestigt zich in de zin van dit besluit als hij een bedrijf of een bedrijfsdeelte overneemt met het oog op de uitoefening in hoofdberoep van een landbouw- of tuinbouwactiviteit die hij voorheen niet uitoefende of alleen als bijactiviteit uitoefende.

De overneming tussen echtgenoten wordt niet beschouwd als een vestiging.

De overneming moet door een authentieke of een onderhandse akte bewezen worden.

**Art. 2.** Binnen de perken van de daartoe uitgetrokken begrotingskredieten kan de Minister Lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort, onder de in dit besluit gestelde voorwaarden, een premie van 100 000 frank toekennen aan de natuurlijke of rechtspersonen die zich als landbouwer of tuinbouwer in hoofdberoep vestigen.

Het aantal premies die toegekend kunnen worden, wordt tot 460 per jaar beperkt.

**Art. 3.** Het bedrag van de premie wordt met 20 000 frank verhoogd voor de overneming van landbouwbedrijven gelegen in probleemgebieden in de zin van de richtlijn 75/269 van 28 april 1975 van de Raad van de Europese Gemeenschappen.

**Art. 4.** Om de premie te genieten moet de natuurlijke of rechtspersoon zijn bedrijfszetel in het Waalse Gewest hebben en zijn activiteit na 31 december 1985 hebben aangevat.

**Art. 5.** Een natuurlijke persoon kan de premie slechts genieten als hij bij de indiening van de aanvraag de leeftijd van veertig jaar niet bereikt heeft.

**Art. 6.** Een rechtspersoon kan de premie slechts genieten als de bestuurders of zaakvoerders bij de indiening van de aanvraag de leeftijd van veertig jaar niet bereikt hebben.

**Art. 7.** De premieaanvraag moet bij het Bestuur van het Waalse Gewest ingediend worden op het door dat Bestuur verstrekte formulier waarvan het model door de Minister vastgesteld is.

De aanvraag moet, op straffe van nietigheid, bij ter post aangetekende brief binnen twaalf maanden na de datum van het begin van de activiteit verstuurd worden. De aanvrager die na 31 december 1985 maar vóór de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van dit besluit zijn activiteit heeft begonnen, beschikt echter over een termijn die niet minder dan zes maanden mag zijn, te rekenen vanaf de datum van die bekendmaking om zijn aanvraag in te dienen.

**Art. 8.** De datum waarop de activiteit begint is die welke door de natuurlijke persoon of door de bestuurders en zaakvoerders van de rechtspersoon wordt opgegeven bij de eerste inschrijving als zelfstandig landbouwer of tuinbouwer bij een fonds voor sociale verzekeringen.

**Art. 9.** De aanvraag moet vergezeld gaan van de volgende documenten :

— een geboorteakte en een uittreksel uit het bevolkingsregister van de natuurlijke persoon of van de bestuurders of zaakvoerders van de rechtspersoon;

— een attest van het fonds voor sociale verzekeringen waarbij de natuurlijke persoon of de bestuurders of zaakvoerders van de rechtspersoon zijn ingeschreven met vermelding van :

de identiteit van de persoon;

de datum waarop de activiteit in de landbouw- of tuinbouwsector is begonnen;

— een afschrift van de statuten van de rechtspersoon;

— een afschrift van de overnemingsovereenkomst.

Nochtans kan de Minister daarenboven de overlegging eisen van bijkomende documenten die voor het onderzoek van het dossier nodig zijn.

**Art. 10.** De premie wordt uitgekeerd vanaf de dertiende maand die de dag op indiening van de aanvraag volgt.

**Art. 11.** Wanneer de aanvrager die een premie heeft ontvangen, overeenkomstig artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen, gehouden is tot terugbetaling ervan, wordt de terugvordering van die premie door de bevoegde diensten van het Bestuur van het Waalse Gewest, bijgestaan door een rekenplichtige der invorderingen verzekerd.

**Art. 12.** De Minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 november 1986.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,  
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,  
D. DUCARME

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij ministerieel besluit van 5 december 1986, blijft aan Mevr. Ghislain, G., eerstaanwezend beambte bij de griffie van de vredegerichten van de kantons Couvin en Philippeville, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij de vredegerichten van die kantons te vervullen.

#### Bestuur der Erediensten, Giften, Legaten en Stichtingen

**Internationale vereniging « Lipizzan International Federation » (L.I.F.) te Sint-Ulriks-Kapelle, gemeente Dilbeek. — Rechtspersoonlijkheid. — Statuten. — Goedkeuring**

Bij koninklijk besluit van 20 november 1986 :  
1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « Lipizzan International Federation » (L.I.F.), waarvan de zetel gevestigd is te Sint-Ulriks-Kapelle, gemeente Dilbeek;  
2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

**Internationale vereniging « Fondation internationale Michel de Ghelderode », te Brussel. — Wijziging der statuten. — Goedkeuring**

Bij koninklijk besluit van 21 november 1986 wordt de wijziging goedgekeurd, aangebracht aan artikel 16 der statuten van de internationale vereniging « Fondation internationale Michel de Ghelderode », waarvan de zetel te Brussel gevestigd is.

**Internationale vereniging « Fédération européenne du Verre d'Emballage », te Brussel. — Wijzigingen der statuten. — Goedkeuring**

Bij koninklijk besluit van 21 november 1986 worden de wijzigingen goedgekeurd, aangebracht aan de artikelen 1, 2, 3 en 6 der statuten van de internationale vereniging « Fédération européenne du Verre d'Emballage », waarvan de zetel te Brussel gevestigd is.

**Internationale vereniging « Fondation religieuse islamique Turque en Belgique », te Brussel. — Wijzigingen der statuten. — Goedkeuring**

Bij koninklijk besluit van 1 december 1986 worden de wijzigingen goedgekeurd, aangebracht aan de artikelen 8, 9, 12 en 15 der statuten van de internationale vereniging « Fondation religieuse islamique Turque en Belgique », waarvan de zetel te Brussel gevestigd is.

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêté ministériel du 5 décembre 1986, Mme Ghislain, G., employée principale au greffe des justices de paix des cantons de Couvin et de Philippeville, reste déléguée temporairement aux fonctions de commis-greffier aux justices de paix de ces cantons.

#### Administration des Cultes, Dons, Legs et Fondations

**Association internationale « Lipizzan International Federation » (L.I.F.), à Sint-Ulriks-Kapelle, commune de Dilbeek. — Personnalité civile. — Statuts. — Approbation**

Un arrêté royal du 20 novembre 1986 :  
1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « Lipizzan International Federation » (L.I.F.), dont le siège est à Sint-Ulriks-Kapelle, commune de Dilbeek;  
2° approuve les statuts de cette association.

**Association internationale « Fondation internationale Michel de Ghelderode », à Bruxelles. — Modification aux statuts. — Approbation**

Un arrêté royal du 21 novembre 1986 approuve la modification apportée à l'article 16 des statuts de l'association internationale « Fondation internationale Michel de Ghelderode », dont le siège est à Bruxelles.

**Association internationale « Fédération européenne du Verre d'Emballage », à Bruxelles. — Modifications aux statuts. — Approbation**

Un arrêté royal du 21 novembre 1986 approuve les modifications apportées aux articles 1, 2, 3 et 6 des statuts de l'association internationale « Fédération européenne du Verre d'Emballage », dont le siège est à Bruxelles.

**Association internationale « Fondation religieuse islamique Turque en Belgique », à Bruxelles. — Modifications aux statuts. — Approbation**

Un arrêté royal du 1er décembre 1986 approuve les modifications apportées aux articles 8, 9, 12 et 15 des statuts de l'association internationale « Fondation religieuse islamique Turque en Belgique », dont le siège est à Bruxelles.